Les conflits interétatiques dans les Amériques Interstate conflicts in the Americas

Andrès Serbin

Volume 17, numéro 2, 1986

Les Amériques latines dans le système mondial 1954-1984

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702008ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702008ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Serbin, A. (1986). Les conflits interétatiques dans les Amériques. *Études internationales*, 17(2), 367–382. <https://doi.org/10.7202/702008ar>

Résumé de l'article

This paper introduces two studies on the geopolitics and the conflicts in Latin America. The first part comprises a survey of the conflicts - most of which non-violent - which divide Latin America and oppose its states on an ideological basis, on a finality which would lead to hegemony, on territorial claims, or for reasons due to the impact of migration.

The second part deals with the split between the Latin states and the new Anglophone states of the Caribbean, a split which has been bred by the differences in histories, institutions, and political representations, a split which has become apparent in the stands taken, namely in the Falkland crisis and in the border disputes between Venezuela and Guyana, and between Belize and Guatemala.

LES CONFLITS INTERÉTATIQUES DANS LES AMÉRIQUES

Andrès SERBIN*

ABSTRACT — *Interstate conflicts in the Americas*

This paper introduces two studies on the geopolitics and the conflicts in Latin America. The first part comprises a survey of the conflicts – most of which non-violent – which divide Latin America and oppose its states on an ideological basis, on a finality which would lead to hegemony, on territorial claims, or for reasons due to the impact of migration.

The second part deals with the split between the Latin states and the new Anglophone states of the Caribbean, a split which has been bred by the differences in histories, institutions, and political representations, a split which has become apparent in the stands taken, namely in the Falkland crisis and in the border disputes between Venezuela and Guyana, and between Belize and Guatemala.

I – CONFLITS TERRITORIAUX EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES

L'Amérique latine est probablement l'une des régions de la planète où on a le plus prêché la résolution pacifique des conflits internationaux. Le désir de maintenir la paix dans la région a été exprimé dans tous les congrès politiques latino-américains du XIX^{ème} siècle, à commencer par celui de Panama. Paradoxalement, malgré cette vocation « pacifiste », l'histoire de l'Amérique latine depuis le siècle dernier a été caractérisée par des tensions et des conflits interétatiques divers.

Toutefois, depuis les luttes pour l'indépendance et l'intégration nationale, seuls quelques-uns de ces conflits ont donné lieu à des affrontements armés d'envergure. La majorité de ces affrontements s'est produite au cours du XIX^{ème} siècle et dans les premières décennies du XX^{ème} siècle. La plupart des conflits du siècle dernier concernaient le tracé des frontières nationales, à l'origine de la confusion issue du découpage du territoire latino-américain sous l'administration coloniale de l'Espagne.

Par conséquent, les guerres suivantes ont constitué les jalons historiques, au cours du XIX^{ème} siècle, des conflits entre les États latino-américains, conflits généralement liés à des ambitions territoriales et des délimitations de frontières héritées de la période de la colonisation espagnole, qui ont souvent impliqué la participation indirecte de pouvoirs extra-régionaux : les deux guerres de 1825-1828

* Professeur en science politique à l'Université Centrale de Caracas, Venezuela.
Revue Études internationales, volume XVII, n° 2, juin 1986

et 1839-1852 entre le Brsil et l'Argentine, dont la premire a donn naissance la rpublique d'Uruguay; la guerre de la Confdration (1839-1841), qui a permis au Chili de contrer la tentative d'union entre le Prou et la Bolivie; la guerre de la Triple Alliance (1865-1870), qui opposait le Paraguay au Brsil, l'Argentine et l'Uruguay et a suscit la participation indirecte d'acteurs extrieurs comme la Grande-Bretagne; et la deuxime guerre du Pacifique (1879-1883), qui impliquait de nouveau le Chili, le Prou et la Bolivie et a coup celle-ci l'accs l'ocan. Certains de ces conflits ont fait perdurer les tensions entre les pays impliqus directement. La rapparition du conflit entre le Chili et la Bolivie, entre 1962 et 1975 et en 1979, et ses squelles sur l'accroissement des tensions entre le Chili et le Prou dans la rgion frontalire de Tacna-Arica ces dernires annes en sont des exemples loquents.

D'autre part, au cours des premires dcennies du XXme sicle et avant la fin de la Seconde Guerre mondiale se sont drouls la guerre du Chaco (1932-1935) entre la Bolivie et le Paraguay, au sujet des intrts de compagnies ptrolires extra-rgionales; l'« incident de Leticia » (1932-1933) entre le Prou et la Colombie sur sa frontire amazonienne; et le conflit du Maraon (1941-1942) entre l'quateur et le Prou, toujours en territoire amazonien.

Enfin, aprs la Seconde Guerre mondiale, eurent lieu en 1969 la « guerre du football » entre le Honduras et le Salvador, et en 1981 la reprise du conflit entre le Prou et l'quateur au sujet des frontires, qui a men un affrontement arm entre les deux pays.

Le tableau des guerres intertatiques en Amrique latine, aprs l'indpendance, est reli, comme nous l'avons dit, la survivance des querelles frontalires comme celles qui opposent en ce moment le Chili et l'Argentine au sujet des les Nueva, Pinton et Lennox (sur le point d'aboutir grce la mdiation papale); le Venezuela et la Colombie sur le Golfe du Venezuela; la Colombie et le Nicaragua sur l'archipel de San Andrs et Providencia, ainsi que la Bolivie et le Chili, suite aux diffrends non rsolus par les guerres antrieures. S'y ajoutent les conflits entre le Brsil, le Paraguay et l'Argentine au sujet de l'exploitation de l'nergie hydro-lectrique du fleuve Paran, de la revendication d'une partie du territoire brsilien des sources de l'Ornoque par le Venezuela, des divergences entre le Nicaragua et le Costa Rica quant aux droits de navigation sur le fleuve San Juan, et des problmes entre Hati et la Rpublique dominicaine concernant les eaux territoriales et l'immigration, entre autres¹.

Le portrait gnral des conflits et des tensions entre les tats latino-amricains, qui prvaut encore aujourd'hui, s'est compliqu historiquement par l'intervention de puissances et d'intrts trangers, comme dans les cas ci-dessus mentionns de la guerre de la Triple Alliance, la guerre du Chaco ou la deuxime guerre du Pacifique, avec l'ingrence directe de la Grande-Bretagne et des tats-Unis. De mme, l'existence de conflits territoriaux qui impliquent les tats-Unis, comme ceux qui opposent ce pays au Mexique, Panama et Cuba, et l'hritage colonial

1. *Latin America Weekly Report*, 22 mai 1981, p. 10.

britannique de conflits dans le bassin des Caraïbes et l'Atlantique Sud, ajoutés à l'impérialisme des États-Unis et aux interventions militaires de ce pays dans l'hémisphère depuis le siècle dernier jusqu'à leur couronnement par l'occupation de Grenade en octobre 1983, apportent de nouvelles dimensions à cette description, à commencer par les problèmes particuliers depuis la Seconde Guerre mondiale, issus du conflit Est-Ouest et du gouffre entre le Nord industrialisé et le Sud, dans ses dimensions idéologiques, géostratégiques et économiques.

De ce point de vue, il est important de mentionner qu'à partir de la Deuxième Guerre mondiale, l'implication croissante des États-Unis dans l'hémisphère a donné lieu à la création d'un système continental de sécurité qui s'est concrétisé par la signature du Traité interaméricain d'Assistance réciproque (TIAR) en 1947 et la constitution de la junte interaméricaine de Défense, dans le cadre de l'Organisation des États américains (OEA). L'intégration subséquente de l'Amérique latine dans le système de sécurité des États-Unis a contribué à réduire les conflits interétatiques dans l'hémisphère, particulièrement dans la période qui va de 1948 à 1965, qui atteint son point culminant par l'intervention nord-américaine en République dominicaine.

Durant cette période se sont fait sentir avec plus de force quelques éléments qui ont augmenté l'intérêt des États-Unis pour les conflits territoriaux en fonction de leur utilisation possible comme mécanismes de pression contre des gouvernements latino-américains, comme menace éventuelle pour leurs propres intérêts stratégiques et en relation avec le contrôle et l'exploitation de ressources naturelles disputées. À cela s'ajoute que, avec la menace qu'ils pourraient constituer pour les intérêts nord-américains, ces conflits interétatiques seraient aussi susceptibles d'affaiblir le contrôle de certains gouvernements sur des changements contraires à ces intérêts et, dans le cadre de la guerre froide, ouvrir la voie à un ennemi extérieur désireux d'accroître son influence dans l'hémisphère en offrant son appui à l'un des pays en conflit.

En effet, cette période s'est caractérisée par l'hégémonie des États-Unis, remise en question seulement à partir de 1959 avec le développement du processus révolutionnaire cubain, par l'accent sur des problèmes de sécurité extra-régionale et par l'intérêt pour des problèmes de sécurité interne. L'avènement de régimes militaires dans la région et de la Doctrine de Sécurité nationale, qui est devenue la conception dominante des gouvernements militaires, sous-tend ces problèmes à partir de 1965. En ce sens, la Doctrine de Sécurité nationale est non seulement destinée à éliminer les foyers de « subversion » et l'opposition politique, mais a aussi amorcé une concurrence géopolitique en Amérique latine, renforcée par le processus de militarisation accélérée de la région dans les années soixante-dix. En rapport avec cette concurrence, l'intérêt des États latino-américains pour les problèmes régionaux et internationaux s'est intensifié et a donné lieu à la transformation de la Doctrine de Sécurité nationale en « Diplomatie de la Sécurité nationale »², qui

2. A.S.C. BARROS, « The Diplomacy of National Security: South American International Relations in a Defrosting World » in R.G. HELLMANN et H.J. ROSENBLUM (eds.) *Latin America: The Search for a New International Role*, New York, John Wiley, 1975.

a accentu les affrontements entre les pays latino-amricains. De sorte que, aprs 1965, la stabilit rgionale relative a fait progressivement place en Amrique latine la rapparition des litiges frontaliers et des conflits territoriaux, renforcs par une plus grande autonomie des tats latino-amricains face la politique trangre nord-amricaine mais consolids paralllement par une prsence plus significative d'lments idologiques et gopolitiques, appuys par les facteurs extra-rgionaux impliqus.

L'volution de la Doctrine de Scurit nationale et des conceptions gopolitiques, dans le cadre de la militarisation croissante des tats latino-amricains qui a caractris la dcennie soixante-dix, mettait en jeu quatre rgions gopolitiques principales: 1) l'Atlantique Sud et l'Antarctique; 2) la valle du Rio de la Plata; 3) la valle du fleuve Amazone; 4) le bassin de la Mer des Carabes³. Le point culminant de cette phase de conflits est l'affrontement entre l'Argentine et les Malouines en avril 1982. Toutefois, la rgion la plus touche par la succession de conflits dans cette priode et jusqu' maintenant a t le bassin des Carabes, y compris l'Amrique centrale. De la sorte, si, avec la guerre des Malouines, et le processus qu'elle a engendr de restauration de rgimes dmocratiques dans de nombreux pays d'Amrique du Sud, la menace d'une closion permanente de conflits dans la rgion, en Amrique centrale et dans les Carabes, a commenc diminuer, alors que les possibilits de multiplication de conflits arms se sont accrues. Quelques-unes des raisons qui expliquent cette multiplication sont lies la plus grande autonomie en matire de relations internationales acquise par les tats les plus dvelopps et les plus grands d'Amrique latine, l'existence d'un plus grand nombre de petits tats instables dans le bassin des Carabes dans le cadre de la marche vers l'indpendance d'anciennes colonies britanniques et hollandaises, et l'importance stratgique de la rgion pour les tats-Unis, qui donne l'affrontement Est-Ouest un plus grand impact sur la rsolution de conflits locaux.

L'Organisation des tats amricains (OEA), l'organisme habilit favoriser leur rsolution, a dmontr dans la pratique, dans les annes qui ont suivi l'intervention en Rpublique dominicaine, la divergence entre les attentes des tats latino-amricains, qui la percevaient comme un instrument de coopration conu pour contribuer au dveloppement conomique de la rgion, et celles des tats-Unis, qui la concevaient comme un instrument pour assurer la stabilit politique de l'hmisphre et rprimer une menace ventuelle contre leurs intrts stratgiques en fonction de la confrontation Est-Ouest. Par consquent, la faille introduite dans l'organisme par la guerre des Malouines n'a fait que consolider quelques-unes des brches qu'on y avait auparavant dceles.

Dans ce cadre gnral des conflits existants en Amrique latine, une typologie introduite par Granbendorf s'avre un instrument utile pour leur catgorisation, la condition de ne pas les enfermer dans des catgories. cet gard, l'auteur distingue les *conflits entre systmes*, bass sur des diffrences idologiques entre des tats et qui incluraient en ce moment des conflits comme ceux qui opposent le Costa Rica et

3. Vittorio L. BACHETTA, « Geopolitica, conflictos fronterizos y guerras locales en Amrica Latina » in *Revista CIDOB d'Afers Internacionals*, n 4, 1984, pp. 73-98.

le Nicaragua, Cuba et les États-Unis, la République dominicaine et Cuba, la République dominicaine et les États-Unis, le Guatemala et la Grande-Bretagne, le Mexique et les États-Unis, ainsi que Panama et les États-Unis; les *conflits hégémoniques*, fondés sur les prétentions des grandes puissances à la suprématie et qui comprendraient les affrontements entre l'Argentine et la Grande-Bretagne, Cuba et les États-Unis, la République dominicaine et les États-Unis, le Guatemala et la Grande-Bretagne, le Guatemala et les États-Unis, le Mexique et les États-Unis, Panama et les États-Unis, le Nicaragua et les États-Unis; enfin, les *conflits territoriaux*, liés à des litiges au sujet des frontières, comme ceux qui impliquent l'Argentine et la Grande-Bretagne, le Chili et l'Argentine, le Chili et la Bolivie, la Colombie et le Venezuela, Cuba et les États-Unis, le Guatemala et la Grande-Bretagne, le Honduras et le Salvador, le Honduras et le Nicaragua, le Nicaragua et la Colombie, le Mexique et les États-Unis, Panama et les États-Unis, le Pérou et le Chili, le Pérou et l'Équateur ainsi que le Venezuela et la Guyane; et les *conflits liés à l'immigration*, parmi lesquels on compte ceux qui opposent le Chili et l'Argentine, la Colombie et le Venezuela, Cuba et les États-Unis, la République dominicaine et Haïti, le Honduras et le Salvador, le Mexique et les États-Unis⁴.

De fait, dans de nombreux cas, les conflits existants répondent à une superposition d'éléments qui les rendent particulièrement complexes. À ce sujet, Millàn élargit la portée de cette catégorisation en suggérant une division claire entre des conflits qui comportent une dimension *quantitative*, comme ceux qui se rapportent à des limites, des territoires et des ressources, et des conflits impliquant une dimension *qualitative*, liés, par exemple, à des aspects politiques et idéologiques, en supposant que les premiers sont plus susceptibles d'être soumis à un contrôle que les deuxièmes, qui tendent à se multiplier⁵.

Toutefois, dans le cadre de cette typologie, un cas particulier, qui allie à des conflits ponctuels au sujet des frontières des perceptions ethno-raciales identifiables dans l'histoire, nourrit une ambiance de conflit et de tension, fréquemment dénuée d'aspects idéologiques mais qui intègre de façon significative une dimension quantitative (liée à des querelles territoriales) et une dimension qualitative (liée à des aspects ethno-historiques et géopolitiques). Ce cas particulier est l'antagonisme latent dans l'hémisphère entre les pays latino-américains et les pays anglophones des Caraïbes récemment affranchis de la tutelle coloniale britannique, antagonisme qui s'exprime dans deux conflits précis: le conflit entre Belize et le Guatemala au sujet des frontières et la revendication du territoire de l'Esequibo, actuellement sous le contrôle de la Guyane, par le Venezuela. À ces conflits s'ajoutent des tensions et des affrontements au sein d'organisations internationales, à la base d'une division en deux camps, particulièrement renforcée suite à la guerre de l'Atlantique Sud entre l'Argentine et la Grande-Bretagne. Dans ce cas particulier, si les deux premiers

4. Wolf GRABENDORF, « Tripologia y potencial de conflictos en América Latina » in *Nueva Sociedad*, n° 59, mars-avril 1982, pp. 39-46, Caracas.

5. Victor MILLÀN, « Controlling Conflict in the Caribbean Basin : National Approaches » in M.A. Morris et V. Millàn (eds.), *Controlling Latin American Conflicts. Ten Approaches*. Boulder (Col.) Westview, 1983, pp. 41-88.

conflits frontaliers n'ont pas engendr de conflits arms entre les nations opposes, en rapport avec les perceptions mutuelles existantes entre les deux blocs de nations, elles ont aigus les divisions entre elles.

II – CONFLITS ET TENSIONS ENTRE LES PAYS LATINO-AMRICAINS ET LES PAYS ANGLOPHONES DES CARABES

Dans le cadre gnral de l'volution des conflits intertatiques en Amrique latine, les disputes territoriales opposant des tats latino-amricains et des tats mergeant de la tutelle coloniale britannique attirent l'attention. L'incidence de ces conflits sur les perceptions mutuelles entre les pays latino-amricains et les pays anglophones des Carabes est particulirement significative. Par consquent, dans les pages qui suivent, nous allons brivement noncer les caractristiques de ces perceptions pour analyser ensuite en dtail les points conflictuels qui ont contribu opposer les pays hispanophones et anglophones de l'hmisphre, excluant par consquent les conflits qui touchent directement les tats-Unis. Comme nous l'avons soulign, les plus importants de ces conflits sont la revendication argentine des Malouines, la revendication vnzulienne du territoire de l'Esequibo et le conflit entre Belize et le Guatemala au sujet des frontires. Ces trois conflits illustrent exactement quel point les divergences historiques nes de processus de colonisation distincts, ajoutes une diffrenciation progressive en termes ethno-culturels, ont donn lieu des perceptions mutuelles qui, non seulement, affectent l'volution et la rsolution des querelles existantes mais influencent aussi la conduite internationale des acteurs impliqus et des tats qui pour des raisons historico-culturelles s'identifient chacun d'eux.

A – Les perceptions mutuelles entre les pays latino-amricains et les pays anglophones des Carabes

Nous analysons en dtail par ailleurs les processus idologico-culturels qui ont donn lieu, dans les Carabes anglophones et en Amrique latine, des identits ethno-culturelles postcoloniales distinctes, marques par la composition ethnique et raciale de la base de leur population et par la persistance plus ou moins importante des influences mtropolitaines, sur le fondement de matrices coloniales diffrencies et de processus d'indpendance politique distancs dans le temps et diffrents sous divers aspects⁶. Dans chaque cas, les secteurs sociaux hgmoniques ont formul, sur la base d'lments emprunts aux conceptions populaires, des idologies nationales qui ont intgr certains traits de l'influence mtropolitaine, en termes de langue et de culture, avec quelques caractristiques propres aux lments ethniques

6. Andrs SERBIN, « Procesos etnoculturales y percepciones mutuas en las relaciones entre Amrica Latina y el Caribe anglofono », in *Boletn de Estudios Latinoamericanos y del Caribe*, n 39, juin 1985.

et raciaux subordonnés, formant les profils spécifiques des identités ethno-culturelles respectivement dominantes. Dans un tel contexte, ces identités ont donné naissance, à un niveau idéologico-culturel, à des perceptions distinctes entre les États anglophones des Caraïbes et l'Amérique latine. Ces perceptions – qui présentent souvent un caractère réciproque et complémentaire – se sont alliées à la formulation des idéologies nationales différenciées sur des bases ethno-centriques, qui, dans beaucoup de cas, ont eu une incidence sur les positions adoptées au niveau des relations internationales. En ce sens, la persistance dans les Caraïbes anglophones de l'influence culturelle britannique et la formulation d'une identité afro-caribéenne ont eu un impact sur la formation d'un groupe d'attitudes et de valeurs différentes de celles de leurs semblables latino-américains, en fonction de la perception coloniale historiquement identifiable chez les Caribéens anglophones, processus qui, réciproquement, s'est aussi produit en Amérique latine.

Dans ce cadre et en contraste avec les sociétés latino-américaines, il s'est développé chez les Caribéens anglophones une survalorisation manifeste de l'héritage britannique, des systèmes politiques de caractère parlementaire, après l'indépendance, de modèles culturels liés à cette tradition et perçus souvent comme supérieurs à la tradition hispanique, en plus d'une valorisation de l'élément noir dans la population, dans le contexte de sa participation croissante au système économique, politique et éducatif d'après le colonialisme. Avec la survalorisation de ces traits, il s'est développé face à l'Amérique latine un sentiment de supériorité basé sur la stabilité des institutions installées suite à la décolonisation constitutionnelle, sur l'absence de processus radicaux de changement social et politique qui impliquent autant les divers secteurs de la société civile que les forces armées et donnent naissance à des gouvernements révolutionnaires de diverses tendances idéologiques, sur l'intégrité d'un système administratif et judiciaire suscitant une large participation de fonctionnaires noirs à des postes directeurs et sur l'absence historique d'une intervention nord-américaine directe dans ces pays⁷.

En contrepartie, les Latino-américains ont survalorisé les traditions révolutionnaires et républicaines qui les ont guidés lors de leur affranchissement de l'Espagne, ainsi qu'une évolution politique plus dynamique avec la participation de divers secteurs et mouvements sociaux et une conscience de leur destin continental et de leurs capacités de développement économique, en plus de la reconnaissance d'un héritage indigène et hispanique dont la synthèse a donné lieu à des modèles ethno-culturels distincts associés à des modèles propres de conduite politique développés au cours des guerres d'indépendance – parmi lesquels il faut mentionner le culte du chef et le « clientélisme » politique basé sur le système de parrainage – et à une longue tradition de présence et de participation dans le système international. De cette perception de soi découle une attitude de supériorité face aux anglophones des Caraïbes du fait que ces pays n'ont obtenu que tardivement leur indépendance politique, sans une participation active des forces sociales, et du fait que leur

7. Cette tradition est interrompue par l'occupation nord-américaine de la Grenade, en octobre 1983, avec l'appui des forces de la Jamaïque, de la Barbade et des États des Caraïbes orientales.

situation prdominante de petits tats insulaires s'est caractrise par l'absence de ressources naturelles et d'un processus de dveloppement conomique et, paralllement, par le dsir de se convertir en interlocuteurs part entire sur la scne internationale.

Dans ce contexte, les diffrences de taille et de capacit de dveloppement conomique, ajoutes une participation diffrente dans le systme international et dans les organismes associs, ont eu tendance renforcer, en fonction d'une interaction chaque fois plus active, ces perceptions mutuelles.

En rsum, ces perceptions et survalorisations mutuelles, dont nous avons nonc les caractristiques gnrales, tout en reconnaissant la possibilit d'exceptions dans chaque groupe, ont t renforces leur tour par l'existence de conflits territoriaux entre quelques tats latino-amricains et caribens, alimentant une attitude de doute sur la capacit des Latino-amricains d'galer les canons de stabilit politique et institutionnelle des nouveaux tats anglophones des Carabes, de rivaliser avec leur niveau ducationnel et l'efficacit de leurs systmes administratifs, et d'offrir la population d'origine ngro-africaine la possibilit d'atteindre les plus hauts postes institutionnels et politiques. Malgr la remise en question de quelques-unes de ces valeurs suite aux vnements politiques survenus en Guyane depuis le dbut des annes soixante et plus rcemment Grenade, ce modle idologico-culturel continue essentiellement, dans une certaine mesure, nourrir une attitude ngative face aux Latino-amricains, aggrave par des conflits territoriaux continuels hrits de la confrontation entre la colonisation espagnole et les intrts coloniaux des Britanniques dans la rgion.

Pour leur part, les Latino-amricains sont particulirement sceptiques quant la distance relle des nouveaux tats anglophones des Carabes face l'influence politique et culturelle de la Grande-Bretagne – surtout depuis le conflit de l'Atlantique Sud –, et nuancent leurs acquis sur le plan de l'indpendance politique tant en fonction des caractristiques du processus qui y a contribu – si distinctes de celles qu'ont connues les Latino-amricains – qu'en relation avec leurs squelles politiques et conomiques effectives⁸. Des deux cts, les perceptions des « autres » s'appuient sur l'agrgation d'lments culturels, idologiques et sociopolitiques particuliers dans lesquels les traits ethno-raciaux jouent souvent un rle de poids. En ce sens, paradoxalement, ces prjugs mutuels ont, entre autres aspects identifiabs, quelques points de convergence qu'il importe de signaler.

Tout particulirement, en ce qui concerne la composition raciale de chacun des groupes, qui s'ajoute souvent aux problmes existants, dans la mesure o ces prjugs s'alimentent justement dans des situations concrtes de confrontation et de disputes territoriales continues, ils engendrent souvent des accusations mutuelles de racisme bases sur l'importance donne aux diffrences raciales par les modles ethno-culturels respectifs. cet gard, une analyse rcente des images ngatives rciproques que transmettent la presse guyanaise et la presse vnzulienne la

8. Ces rticences ont eu une incidence sur le retard avec lequel les tats de la Fdration caribenne ont t admis l'OEA, au point que la Bolivie a fait valoir cet argument pour questionner l'entre de la Jamaque dans l'organisation en 1969.

suite de la revendication du territoire de l'Esequibo est illustrative. La presse vénézuélienne tend à présenter le Président de la Guyane, Forbes Burnham, comme un raciste noir, en raison de sa politique envers la population indigène et indoguyanaise, pendant que la presse guyanaise met l'accent sur le caractère raciste blanc du système politique vénézuélien en ce qu'il ne permet pas aux citoyens noirs l'accès à des charges politiques et administratives⁹.

Cependant, ce même exemple illustre parfaitement le rôle que jouent les conflits territoriaux dans le renforcement des perceptions stéréotypées entre les Caraïbes anglophones et l'Amérique latine. Analysons par conséquent les effets de ces conflits sur les relations entre les États des deux groupes.

B — Les conflits territoriaux entre les pays latino-américains et les pays anglophones des Caraïbes

Les deux conflits territoriaux qui, traditionnellement, ont contribué à renforcer les différences et les doutes mutuels, nés de la concurrence coloniale, entre le monde anglophone et le monde hispanophone ont été la revendication guatémaltèque d'une partie du territoire du Honduras britannique et la revendication de l'Esequibo par le Venezuela.

Les deux conflits sont liés à l'expansion progressive des Britanniques sur le continent, qui, dans le cas du Honduras britannique (ou de Belize à partir du 1^{er} juin 1973), a commencé au XVII^{ème} siècle avec la présence croissante de corsaires anglais sur les côtes centre-américaines des Caraïbes et l'installation progressive de contingents de travailleurs qui exploitaient le Brésil dans la région. Dans le cas de l'Esequibo, les Anglais, à partir de 1814, ont définitivement remplacé les Hollandais dans l'occupation du territoire côtier de l'actuelle république de Guyane.

1. *Le conflit entre le Guatemala et Belize*

En 1763, au traité de Paris, la Couronne d'Espagne octroyait aux sujets anglais l'usufruit sur les activités d'exploitation du Brésil dans la baie du Honduras, à la condition que la Grande-Bretagne empêchât et éventuellement détruisît toute fortification dans la région. Par la suite, une série d'accords, consécutifs aux guerres entre la Grande-Bretagne et l'Espagne, ont agrandi ce territoire d'occupation britannique jusqu'à ce que, en 1802, l'Espagne, par le traité d'Amiens, regagne la souveraineté sur la zone en question, alors que son usufruit restait entre des mains britanniques. Au début du XIX^{ème} siècle, la rencontre des intérêts nord-américains et britanniques dans l'ouverture d'un passage vers le Pacifique a engendré des pressions réitérées sur les nations latino-américaines, qui émergeaient des luttes d'indépendance contre l'Espagne. En réponse à ces pressions, le Guatemala acceptait, en 1859, de signer avec la Grande-Bretagne un traité qui reconnaissait le statu quo des limites de fait et

9. Beatriz CARCERES de PEFAUR, *Imagenes políticas de la prensa de Venezuela y Guyana frente al conflicto del Esequibo*. Thèse de maîtrise, Faculté des sciences politiques, Université des Andes, Mérida, 1983.

par lequel la Grande-Bretagne s'engageait, selon l'article 7, construire une voie de communication entre la cte de Belize et la capitale du Guatemala. Le non respect de cette clause a donn lieu au conflit; le Guatemala considre que l'accord est maintenant nul parce qu'une des parties n'a pas respect une clause. Une autre des dimensions du conflit tait lie la ncessit d'une dmarcation entre le Mexique et le Guatemala, dmarcation ralise en 1878. D'autre part, les aspirations du Mexique une zone du territoire en litige, suite quelques tentatives de le rcuprer en 1872, ont entran, en 1893, par le trait Spencer-Mariscal, sous le gouvernement du gnral Propirio Diaz, sa cession dfinitive la Grande-Bretagne. Avec la signature de ce trait, le Mexique renonait aux droits historiques hrits d'Espagne, et la prsence britannique au sud du fleuve Hondo restait reconnue. Toutefois, la revendication du Mexique s'est raffirme au XXme sicle et, avec le dveloppement d'un mouvement indpendantiste Belize dans les annes cinquante, cette revendication s'est subordonne l'autodtermination de la colonie. De fait, la revendication est reste latente en fonction de la persistance du statu quo et de la non-occupation guatmaltque du territoire en question.

Les tractations entre la Grande-Bretagne et le Guatemala pour dmarquer les frontires respectives se sont tendues sur treize ans, entre 1920 et 1933, alors que, le 4 mars de cette dernire anne, le chef guatmaltque rclamait le respect de l'article 7 du trait de 1859. En 1936, le Guatemala a propos la Grande-Bretagne l'achat du territoire de Belize, proposition qu'elle a rejete.

Le dialogue s'est fig au cours de la Seconde Guerre mondiale pour se renouer au moment o le Guatemala raffirmait sa possession de Belize. La tension entre les deux nations s'est accrue en 1948, avec la mobilisation de troupes des deux cts, et le conflit s'intensifia avec la dcolonisation graduelle des Carabes et l'volution de l'ide d'une Fdration des Indes occidentales sur ces territoires¹⁰. Au dbut des annes cinquante, l'tablissement au Guatemala d'un gouvernement progressiste sous la prsidence de Jacobo Arkenz a vu diminuer l'appui de l'Amrique du Nord aux revendications guatmaltques et a attnu le ton de celles-ci, mais la chute de ce gouvernement suite un coup d'tat favorable aux Amricains a donn lieu une nouvelle revendication du Guatemala.

L'volution de la controverse s'est complique par les positions des partis politiques de Belize mme. Alors que le *People's United Party* (PUP) dirig par George Price dmontrait une attitude plutt favorable l'indpendance et l'tablissement de liens avec le Guatemala, l'opposition conservatrice adoptait la position contraire. De mme, la situation politique interne a t marque par des antagonismes raciaux latents, entre la campagne mtise et la ville « africano-blizenne ». Mme si, en 1964, la Grande-Bretagne a introduit une constitution qui permettait l'tablissement de l'auto-gouvernement sur le territoire, il n'y a pas eu, au cours des dix-sept annes suivantes, de progrs constitutionnels susceptibles d'amener une

10. Paradoxalement, Belize et la Guyane n'ont pas particip l'exprience sans lendemain de la Fdration entre 1958 et 1962, parce que, entre autres raisons, ils craignaient que l'intgration politique donnt lieu une migration massive des territoires insulaires de la Fdration vers le continent.

plus grande autonomie politique. Dans ce sens, le fait d'ajourner constamment le moment de l'indépendance a contribué à accentuer les désaccords quant à la meilleure façon d'entamer les négociations avec le Guatemala et les divisions au sein de la population de Belize entre ethnies et classes, dans le contexte de la menace guatémaltèque d'envahir le territoire dès que se retireraient les troupes britanniques.

Entre 1978 et 1979, l'Assemblée générale des Nations Unies a réitéré son appui à l'indépendance de Belize, de sorte que, en 1980, la décision a non seulement été appuyée, mais encore il est devenu urgent qu'elle se concrétise, en 1981. L'octroi de l'indépendance politique de Belize en septembre 1981, sous garantie de la présence de troupes anglaises, s'est produit dans le cadre d'une polarisation entre les positions du PUP et celles du parti conservateur d'opposition (*United Democratic Party*, UDP, fondé en 1974) et du refus du Guatemala de ratifier un accord de résolution de conflit entre la Grande-Bretagne, le Guatemala et Belize, position encore soutenue, avec des hauts et des bas, par le pays latino-américain, qui réclame l'accès à la mer et la possession de quelques îlots sur lesquels Belize exerce sa souveraineté.

2. *Le conflit entre la Guyane et le Venezuela*

La revendication vénézuélienne de l'Esequibo suit une progression similaire quant aux acteurs impliqués, bien qu'elle présente des différences significatives. En principe, le Venezuela se considère héritier du territoire, par l'Espagne, qui l'a découvert, occupé et peuplé en premier, en conformité avec le principe du *uti possedetis juris*. En fait, l'Espagne a reconnu les possessions hollandaises sur la côte de la Guyane, en 1648, avec le traité de Munster. Par la suite, quelques conflits sont survenus entre les Espagnols et les Hollandais, et ces derniers ont lancé un appel en 1759 pour que soit établie une frontière entre le territoire de l'Esequibo et l'Orénoque, appel auquel l'Espagne n'a pas répondu. Entre 1781 et 1803, le territoire de la Guyane est passé successivement aux mains des Anglais, des Français et des Hollandais, et est resté définitivement aux mains des Anglais à la signature du traité de Londres en 1814, sans que les limites avec les possessions espagnoles soient clairement déterminées. Cette absence de démarcation se confirme quand Simón Bolívar fixe par décret les limites des Départements de Colombie en 1817, au sud et à l'est du Département du Bas-Orénoque, avec au delà les « possessions étrangères »¹¹.

Plus tard, en 1835, la Société géographique royale de Londres et le Bureau colonial britannique engagent le géographe et naturaliste Robert Schomburgk pour explorer la région de l'Esequibo et établir la frontière avec le Venezuela. Les études de Schomburgk donnent lieu à des démarcations successives et au tracé d'une carte contre laquelle le gouvernement vénézuélien proteste. Dans ce cadre s'engagent en 1844 des négociations diplomatiques pour résoudre le problème des frontières, sans que l'on parvienne à des résultats concrets. L'année suivante, l'Espagne reconnaît

11. Oscar ENCINOZA, « Algunas proposiciones para resolver el conflicto territorial entre Venezuela y Guyana » in R. GIACALONE (ed.), *Guyana Hoy*, Mérida, Corpoandes, 1982, pp. 171-206.

formellement l'indépendance du Venezuela et renonce à tout type de revendication territoriale en sa faveur. Plus tard, soit en 1850, le Venezuela et la Grande-Bretagne s'entendent pour maintenir le statu quo et ne pas occuper la zone convoitée, située à l'ouest du fleuve Esequibo, mais la découverte d'or dans la région amène une occupation progressive du territoire par des sujets britanniques.

Dans ce contexte, les tensions s'accroissent et le Venezuela attire l'attention des États-Unis sur le problème. Comme conséquence de l'implication de ce pays dans la querelle, un traité arbitral est signé à Washington en 1897. Ce traité établit les bases du Tribunal qui, en 1899, donnera lieu à l'Arbitrage de Paris, où le Venezuela sera représenté par le gouvernement des États-Unis. Le Venezuela, même s'il n'est pas directement représenté au Tribunal, acceptera la sentence, ce qui entraînera un gel de la revendication jusqu'en 1962, sur la base du contrôle britannique du territoire de l'Esequibo.

Dans le cadre de l'évolution du mouvement d'émancipation politique sur le territoire de la Guyane, en 1962, le gouvernement vénézuélien, sous la présidence de Romulo Betancourt, porte à nouveau la revendication devant l'Assemblée générale des Nations Unies, alléguant la non validité de l'Arbitrage de Paris en raison de vice de fonds et de forme. Les conversations ultérieures avec la Grande-Bretagne conduisent à l'Accord de Genève, en 1966, qui reconnaît la revendication et crée une commission mixte chargée de chercher une solution au conflit, en prenant pour acquis que la commission est établie pour quatre ans et que, une fois la Guyane britannique indépendante, son gouvernement s'intégrera à l'Accord. Comme les négociations dans le cadre de l'Accord n'aboutissent à aucun résultat positif, le protocole de Puerto España, qui décide d'un gel de la revendication sur une période de douze ans, est signé.

Dans l'intervalle, après avoir obtenu son indépendance de la Grande-Bretagne, la Guyane se convertit en République coopérativiste et développe une politique extérieure très active dans la région des Caraïbes insulaires et au sein d'organisations internationales comme les Nations Unies et le Mouvement des Pays non alignés, se rapprochant dans une certaine mesure des pays du bloc socialiste et de Cuba. Malgré les contacts établis au cours des douze années en question, incluant quelques accords de coopération et d'échanges commerciaux et la visite des capitales des deux pays par les chefs de gouvernement et les ministres des Affaires étrangères, qui a eu comme point culminant la visite de Burnham à Caracas en avril 1981, le Venezuela a décidé que le Protocole ne serait pas renouvelé et qu'il expirerait à la date prévue. Par conséquent, selon la teneur de l'Accord de Genève, les parties ont décidé de laisser le Secrétaire général des Nations Unies décider des mécanismes de résolution de conflit, suite à une période de tensions associées à la guerre des Malouines et à des situations de tiraillement politique interne dans les deux pays. Le récent voyage en Guyane et au Venezuela de Diego Cordovez, secrétaire du Secrétaire général des Nations Unies, s'inscrit dans ce contexte.

C — Les conflits territoriaux et leur impact sur la participation aux organisations internationales des pays latino-américains et des pays anglophones des Caraïbes

Les conflits territoriaux entre Belize et le Guatemala et entre la Guyane et le Venezuela, et leur lien avec les perceptions ethno-historiques existantes, ont eu une incidence sur la conduite des pays anglophones des Caraïbes et des pays latino-américains au sein d'organisations comme l'OEA (Organisation des États américains), l'Organisation des Nations Unies et le Mouvement des Pays non alignés (NOAL).

Le processus d'entrée dans l'OEA de quelques États anglophones des Caraïbes comme la Jamaïque et Trinidad, au milieu des années soixante et suite à leur indépendance politique, a donné lieu au déploiement de suspicions mutuelles ouvertes entre les États de la Fédération caribéenne et les pays latino-américains, tant et si bien que ces derniers ont retardé de façon significative cette entrée. De même, en vertu de l'article 8 de la constitution de l'OEA, les nouveaux États de la région qui avaient des disputes avec des membres de l'organisation au sujet des frontières ne pouvaient adhérer à l'OEA, situation dans laquelle s'est retrouvée en premier lieu la Guyane, après l'indépendance de 1966, puis Belize¹². Ce point qui permettait l'exclusion des deux États, et des divergences au sujet du Système interaméricain de Défense et des droits maritimes, ont constitué l'axe des différends entre les deux groupes de pays, et il s'est ajouté, à partir de 1972, la disposition de la Jamaïque, de Trinidad, de la Barbade et de la Guyane à établir des relations avec Cuba. Par la suite, cette conjonction de désaccords s'est accentuée de façon notoire alors qu'étaient renforcées les considérations latino-américaines sur le caractère dépendant des liens persistant entre la Grande-Bretagne et les États anglophones des Caraïbes, avec la signature de l'accord de Lomé en 1975, la participation de ces États au Commonwealth et la manière dont, selon la perspective latino-américaine, ces considérations ont été cautionnées par l'attitude des pays anglophones des Caraïbes au sein de l'OEA durant le conflit de l'Atlantique Sud.

D'autre part, la division progressive en deux camps au sein de l'OEA s'est aussi produite aux Nations Unies, où l'appartenance commune des États caribéens et latino-américains, comme au Groupe latino-américain et au Groupe des 77, s'est associée à l'émergence fréquente de divergences et de tensions entre les pays latino-américains et les pays anglophones des Caraïbes, particulièrement aiguës au moment de décider de la constitution de commissions spéciales et de formuler des propositions en fonction d'intérêts de groupe. Un cas révélateur de ce phénomène est la division en deux camps qui se produit au moment d'élire les membres non permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU ou de nommer des délégués pour certaines charges.

12. Il est à noter que l'une des raisons pour lesquelles les États de la Fédération caribéenne aspiraient à être admis à l'OEA était que l'appartenance de cette organisation ouvrait les portes des programmes de la Banque interaméricaine de développement (BID). La clause qui exigeait l'appartenance à l'OEA avant d'être admis à la BID a été supprimée en 1975.

De semblables situations de concurrence entre les camps cariben et latino-amricain sont apparues, dans un cadre plus restreint, la NOAL, suite l'tablissement d'alliances avec d'autres pays membres du mouvement (particulirement entre les pays anglophones des Carabes et les tats africains en regard de la problmatique de la dcolonisation et de la persistance de diffrentes formes de colonialisme et de racisme). La participation limite de certains tats latino-amricains la NOAL explique en partie l'influence restreinte qu'ils ont acquise au sein de ce mouvement, largement dpasse par la prsence active de certains pays anglophones des Carabes et en particulier par la Guyane. Cuba et Panama font toutefois exception cette « rgle ». C'est dans ce contexte que se situent les difficults qui ont entour la rcente demande du Venezuela pour adhrer au mouvement, difficults qui n'ont pu tre surmontes malgr l'appui de Cuba.

Ces divergences ont donn lieu une division en deux camps au sein des organisations internationales, surtout au sein de l'OEA. Cette division a t particulirement mise en lumire partir des vnements qui ont entour l'affrontement britannico-argentin dans l'Atlantique Sud, en 1982.

D — La guerre de l'Atlantique Sud et ses rpercussions sur les relations entre l'Amrique latine et les Carabes anglophones

Un auteur vnzulien mentionne que l'appropriation britannique de l'archipel des Malouines date de la mme poque que son expansion continentale en Guyane et Belize¹³. En ralit, au cours du XVIIIme sicle, l'archipel a t successivement occup par les Anglais, les Franais et les Espagnols, mais, au moment o se produit l'indpendance politique de la Rpublique d'Argentine, les les dpendent administrativement de Buenos Aires. L'Argentine exerce sa souverainet sur le territoire entre 1810 et 1833, anne o, sans qu'intervienne un conflit arm entre l'Argentine et la Grande-Bretagne, les Anglais, appuys par les Amricains, expulsent le reprsentant argentin et entreprennent l'occupation des les, qui se poursuit jusqu' l'invasion argentine en avril 1982.

Entre 1833 et 1982, l'Argentine ne renonce pas pour autant ses prtentions sur l'archipel et, en des occasions rptes, proteste contre le gouvernement britannique, affirmant formellement que l'archipel est une partie de son territoire. En 1964, des discussions sur la souverainet du territoire dbutent l'ONU, qui exhorte les deux parties trouver une solution pacifique qui tienne compte des intrts des insulaires. Dans l'intervalle se succdent divers actes de civils argentins qui dbarquent Port Stanley et hissent le drapeau de l'Argentine en revendiquant la souverainet de ce pays. Au cours des annes soixante-dix, divers accords commerciaux se succdent, sur l'approvisionnement en combustibles et l'tablissement de communications entre l'archipel et le territoire argentin, avec quelques incidents qui opposent la Grande-Bretagne et l'Argentine sans donner lieu de plus graves

13. A. MULLER ROJAS, *Las Malvinas. Tragicomedia en Tres Actos*. Caracas, Ed. El Ateneo, 1983, pp. 36-37.

conséquences. En 1977 débute une nouvelle ronde de discussions entre les deux pays, qui ne conduit à aucun accord, jusqu'à ce que se produise l'invasion argentine d'avril 1982.

Au delà de l'évolution des événements qui amènent un conflit armé entre la Grande-Bretagne et l'Argentine et, pour cette dernière, son expulsion de l'archipel en juin 1982, en plus de l'ingérence des États-Unis dans le conflit, et au delà des situations politiques internes des deux pays qui amènent le gouvernement argentin *de facto* à entreprendre l'occupation et la Première Ministre de Grande-Bretagne à envoyer une flotte pour récupérer les îles, le conflit de l'Atlantique Sud a des répercussions décisives sur l'aggravation des tensions et des divergences entre les pays latino-américains et les pays anglophones des Caraïbes.

En ce sens, il s'est produit à l'ONU et à l'OEA un alignement non équivoque du bloc caribéen anglophone sur la Grande-Bretagne et la solidarité de la plus grande partie du bloc latino-américain avec la revendication argentine. Le 3 avril, le Conseil de Sécurité de l'ONU a voté en faveur de la Résolution 502, qui exigeait le retrait immédiat des troupes argentines et insistait sur une solution diplomatique au conflit. En plus de la Grande-Bretagne et des États-Unis, la Guyane, la France, l'Irlande, le Japon, l'Ouganda, le Togo et le Zaïre votaient en faveur de la Résolution, pendant que l'Union soviétique, la Chine, la Pologne et l'Espagne s'abstenaient et que seul Panama votait contre.

De même, au sein de l'OEA, il s'est produit une polarisation entre les États latino-américains et les États anglophones des Caraïbes autour du problème. Les États caribéens membres de l'organisation, à l'exception de la Grenade, ont appuyé les États-Unis dans leur défense de la position britannique, situation qui s'est reproduite au sein du Traité interaméricain de Défense (TIAR) quand, le 28 avril de la même année, dix-sept membres ont voté pour une résolution modérée de solidarité avec la revendication argentine, pendant que le Chili, la Colombie, les États-Unis et Trinidad – seul pays anglophone des Caraïbes à participer au traité – s'abstenaient¹⁴.

Ces divisions se sont accentuées dans le cadre des querelles territoriales en cours entre le Guatemala et Belize et entre le Venezuela et la Guyane. Dans le premier cas, elles ont donné lieu à une rhétorique exacerbée du gouvernement militaire du général Rios Montt au Guatemala, renforcée par le désir impérieux d'une invasion immédiate de Belize de la part du Mouvement de Libération Nationale, de droite, lié à un gouvernement qui, malgré tout, ne s'est livré à aucune action concrète. D'autre part, dans le cas de la controverse guyano-vénézuélienne, la solidarité du Venezuela avec l'Argentine a réveillé chez le gouvernement du Président Burnham les craintes d'une invasion de l'Esequibo par des troupes vénézuéliennes. Toutefois, malgré les pressions de quelques groupes, le Président Herrera Campins a rappelé avec insistance que le Venezuela était disposé à maintenir la voie de la négociation pour poursuivre la revendication, position qui, par la suite, s'est exprimée, une fois expiré le gel imposé par le Protocole de Puerto

14. Roland T. ELY, *Olas de las Malvinas*, Mérida, Libros Azul, 1983, pp. 22-23.

Espaa, dans l'accord des deux parties de se soumettre la consultation avec le Secrtaire gnral de l'ONU sur les mcanismes utiliser pour rsoudre le conflit.

III – QUELQUES TENTATIVES DE CONCLUSION

Dans ce contexte, malgr les effets immdiats de la guerre de l'Atlantique Sud sur les positions des blocs latino-amricain et cariben, l'volution de leurs relations n'a pas impliqu une aggravation des conflits comme telle, mais elle a marqu une claire polarisation entre les deux, ce qui a renforc les perceptions mutuelles dj existantes. partir de cette perspective, il est difficile de prvoir, court terme, une modification substantielle de ces attitudes et des conduites venir dans l'hmisphre. La rsolution ventuelle des conflits moyen ou long terme ne favorisera pas ncessairement un changement dans les perceptions affirmes au long de trois sicles de divergences et les caractristiques imposes par la confrontation des anciens pouvoirs rgionaux. La politique particulire des tats-Unis envers chacun des deux groupes en question et les rponses que ces groupes apportent – tant en rapport avec la crise centre-amricaine et la situation de Cuba dans la rgion qu'en fonction de l'volution d'organisations hmisphriques comme l'OEA ou le SELA – ne permettent pas de prvoir un changement drastique dans ce cadre gnral.

En fait, les conflits territoriaux entre deux pays latino-amricains et deux pays surgis de l'empire colonial britannique dans la rgion, ajouts la crise de l'Atlantique Sud, qui a oppos l'Argentine et la Grande-Bretagne, ont contribu renforcer un ensemble de perceptions mutuelles qui engendrent une vision schmatique et strotype des relations entre les deux groupes d'tats. Cette vision conditionne de manire dcisive la division en deux dans des situations spcifiques, sur la base de caractristiques diffrentes en termes ethno-historiques, socio-conomiques et gopolitiques.

Toutefois, les facteurs ethno-historiques, socio-conomiques et gopolitiques n'affectent pas de la mme manire l'volution d'autres conflits sur le continent, alors que beaucoup d'entre eux se signent aussi par des diffrences historiques, culturelles et politiques qui ont donn naissance des perceptions diffrentes mais dans le cadre de tensions et d'affrontements marqus davantage par la conscience d'une appartenance commune un milieu d'interaction internationale particulier. L'ventuelle rsolution de ces conflits, par consquent, rpond davantage l'utilisation de moyens inspirs par l'histoire de leurs propres relations dans le contexte du rgionalisme qui a caractris les relations des pays latino-amricains, en ce qui concerne la dimension quantitative. Quant aux aspects qualitatifs, l'incidence d'agents et de facteurs externes, comme dans le cas de la crise centro-amricaine, confre aux conflits entre pays latino-amricains une srie d'aspects plus complexes, subordonns plus spcifiquement la dynamique globale du systme international. [*Traduit de l'espagnol.*]